

Reportage / Banque africaine de développement

RASME, une solution digitale de supervision à distance des projets

La Banque africaine de développement (BAD) a ouvert ce lundi 24 juillet à Lomé, à l'endroit des coordonnateurs de projet et chargés de suivi et évaluation, un atelier de formation sur l'utilisation de l'outil RASME. Cet outil informatique permettra à la BAD de suivre en temps réel, l'état d'avancement des projets financés.



PAGE 5

REPORTAGE

Infrastructures sanitaires

Le CMS de Bè-Kpota fait un bond en avant grâce au Pnud

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), bureau du Togo, a procédé hier à la remise des clés des ouvrages (bloc opératoire et radiologique) réalisés au sein du Centre médico-social (CMS) de Bè Kpota. Le coût des travaux est estimé à 612 305 119 F CFA.

PAGE 11

PRODUITS FNFI

Echos des bénéficiaires

Madame Glokpo Ama, coiffeuse à Lomé grâce à l'appui financier du FNFI

Ce lundi, "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", vous conduit à Lomé, notamment dans le quartier Gbomamé ...

PAGE 2

ECONOMIE
Tubercules

Un plan quinquennal de 2,34 milliards FCFA pour booster la filière

Une mobilisation estimée à 2,34 milliards FCFA sur une période de cinq ans, c'est l'ambition financière du Plan d'Action ...

PAGE 5


Diplomatie togolaise

L'histoire continue

La diplomatie togolaise vient d'ouvrir un nouveau chantier : le Darfour. En effet, Lomé a abrité les dimanche et lundi derniers, des consultations entre toutes les parties impliquées au Darfour. Une vieille tradition !

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Banque mondiale-Togo : engagement renouvelé

Après avoir acté son appui financier à la mise en œuvre du programme d'Assistance sociale transformative pour la résilience (ASTRE) baptisé « Novissi », la Banque mondiale maintient le cap. La nouvelle directrice des Opérations, Marie-Chantal Uwanyiligira, a confirmé vendredi 21 juillet dernier, ses bonnes intentions au chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, à la faveur d'une audience à Lomé.

L'entretien, inscrit dans le cadre de la tournée de présentation de la responsable aux plus hautes autorités du pays, a été l'occasion de faire le point du partenariat entre les deux parties, de féliciter le leader togolais et d'évoquer les prochaines échéances.

"Nous préparons la nouvelle stratégie de partenariat entre le Groupe de la Banque mondiale et le Togo. C'était aussi l'occasion pour moi d'écouter le président de la République, de comprendre ses priorités telles que définies dans la Feuille de route du gouvernement, et de voir comment la Banque mondiale sera aux côtés du peuple togolais", a expliqué l'économiste d'origine rwandaise.

Le nouveau cadre, dont les consultations ont été lancées depuis quelques mois, entend en effet s'aligner sur les priorités stratégiques du gouvernement, et se conformer à la vision de développement du pays.

Le précédent, décliné sur la période 2017-2022, a permis d'engager plus de 1,3 milliard \$ dans trois axes d'interventions : la performance du secteur privé et la création d'emploi, la prestation de services publics inclusifs pour renforcer le capital humain, et la durabilité et la résilience environnementale.

Interview / Conférence internationale sur les gouvernements et la communication CIGC 2023

« Gouverner au fond, c'est surtout communiquer », explique Kwame Senou, fondateur du THOP Institute

Rendre compte de son action à ses concitoyens est au cœur du pacte démocratique. Dès lors la communication gouvernementale dans nos Etats africains est dans un branle-bas continu. En raison de ses déterminants ou encore de ses modalités, sa pratique est à la fois soumise à la complexité ...



PAGES 6&7



SOMMAIRE

Sénégal
le dispositif sécuritaire autour du domicile d'Ousmane Sonko levé



P4

Tubercules
Un plan quinquennal de 2,34 milliards FCFA pour booster la filière



P 5

Infrastructures sanitaires
Le CMS de Bè-Kpota fait un bond en avant grâce au Pnud



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Madame GLOKPO Ama, coiffeuse à Lomé grâce à l'appui financier du FNFI

Ce lundi, "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", vous conduit à Lomé, notamment dans le quartier Gbomamé, pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de Madame GLOKPO Ama. Grâce au FNFI, et notamment au produit AJSEF, notre interlocutrice exerce depuis quelques années le métier de ses rêves, la coiffure. En seulement quelques années d'exercice, cette trentenaire ne cache pas sa joie d'un bonheur et épanouissement retrouvés.

" Il est très intéressant de pouvoir après tant d'efforts exercer le métier de ses rêves", c'est avec ces propos dignes d'une sagesse africaine que Ama nous accueille dans son salon de coiffure, un salon de 16 m² bien aménagé, de quoi attirer une clientèle de plus en plus nombreuse selon elle. Après avoir suivi une formation en coiffure sanctionnée par un Certificat de Fin d'Apprentissage, c'est un sentiment de soulagement et de réussite qui l'anime à chaque fois qu'elle se retrouve dans son salon.

" Le crédit AJSEF du FNFI que j'ai obtenu m'a permis de prendre mon envol. C'est en effet grâce à ce premier crédit que j'ai débuter mon installation, notamment la location de l'atelier et son équipement. C'est

après tout le processus d'équipement que j'ai commencé à exercer. Et chose étonnante, je n'ai pas tardé à recevoir des clients, car comme on dit souvent quand tu fais bien ton travail, peu importe la distance, les gens se déplaceront toujours pour bénéficier de vos prestations. En moyenne, par jour, je peux recevoir une dizaine de clientes et qui repartent toujours satisfaites de mes prestations. Je me donne à fond pour fidéliser ma clientèle, car la concurrence est très rude et au moindre signe d'insatisfaction, les clientes iront voir ailleurs. Voilà pourquoi je me donne tous les moyens pour ne décevoir personne."

Etant à la fin du premier cycle du crédit, notre interlocutrice nous avoue n'avoir enregistré aucun

problème en termes de remboursement, et en perspectives pour notre trentenaire, recevoir dans les plus brefs délais le second cycle de crédit pour renforcer son activité.

"Ma bonne organisation me permet actuellement de n'enregistrer aucune difficulté en termes de remboursement de crédit. D'ici quelques jours, j'aurai soldé mon premier cycle de crédit. Je compte tout de suite faire la demande pour obtenir la seconde tranche de crédit. Une fois ce crédit obtenu, je compte renforcer mon activité avec l'introduction des soins de manucure et pédicure. Je reste convaincu que la fusion des soins de cheveux et la pédicure manucure me permettront de renforcer mon autonomie. Mais pour l'heure, je peux



Madame GLOKPO Ama

vous affirmer que je pouvoir d'achat et mon suis très heureuse car autonomie." le FNFI a renforcé mon

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAC
Édité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3^e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication : Motchoso Kodolakina
Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari
Responsable web: Carlos Amavor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92
Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print
Distribution : Togomatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Situation au Car**Yawo Daté effectue une visite remarquée chez maître Agboyibo**

Le nouveau président national du Comité d'action pour le renouveau (Car), Yawo Daté a effectué il y a quelques jours, son premier passage dans le village natal de feu maître Yawovi Agboyibo, fondateur du parti. Ce fut la première fois qu'il fait une sortie publique de ce genre à Kouvé dans la préfecture de Yoto.



Yawo Daté (derrière les deux filles)

Ace jour, même si les contestataires ne se prononcent plus publiquement sur la situation au Car, rien

n'indique que Yawo Daté a définitivement pris le dessus et qu'il

est désormais accepté comme le successeur de feu maître Agboyibo. Toutefois, son passage à Kouvé, ce fief du Car, n'est pas anodin. Son action est très significative.

Yawo Daté a été accueilli sans heurts dans la localité par les gardiens des us et coutumes. Une libation a été faite à son arrivée. Dans les milieux traditionnels togolais, cet acte hautement spirituel est un signe d'acceptation et même de bénédiction. Et souvent, cela est fait devant un chef.

Un autre moment fort de ce passage dans le milieu, est que le nouveau dirigeant du Car a été revêtu d'habits royaux : la couronne, le pagne traditionnel, le collier, le sceptre de commandement etc... Visiblement, le nouveau roi vient de s'installer sur le trône vacant. En d'autres

termes, Yawo Daté semble être reconnu comme le successeur de feu maître Agboyibo. Et lors de son passage à Kouvé, une messe d'action de grâce a été dite pour le repos de l'illustre disparu.

«Après notre élection le 27 mai passé, et suite à notre prise de fonction le 5 juin 2023, nous nous sommes dit qu'avant de commencer nos actions proprement dites, nous devons confier notre mission au Seigneur, parce que nous sommes un parti de démocrates croyants et nous croyons en un Dieu unique à qui nous devons rendre gloire en tout temps. Nous avons jugé bon de venir à Kouvé, la terre natale du président fondateur de notre parti, pour faire cette messe d'action et de grâce et avoir la bénédiction de Dieu pour la mission », a déclaré Yawo Daté.

La délégation du nouveau président national du Car s'est ensuite rendue sur la tombe de l'ancien Premier ministre du Togo pour un moment de recueillement. Une présentation du nouveau bureau du Car a ensuite été faite sur la place publique de Kouvé. Une déclaration a été lue à cette occasion.

Dans cette déclaration, les responsables du Car ont rappelé la vision de leur parti et réaffirmé leur engagement à inscrire leurs actions dans la droite ligne de la vision du président-fondateur du parti et à rassembler tous les Togolais pour l'objectif commun, celui de réussir l'alternance au sommet de l'Etat. Le parti a également relevé un certain nombre de difficultés que vivent les Togolais aujourd'hui.

E. Dadzie

Diplomatie togolaise**L'histoire continue**

La diplomatie togolaise vient d'ouvrir un nouveau chantier : le Darfour. En effet, Lomé a abrité les dimanche et lundi derniers, des consultations entre toutes les parties impliquées au Darfour. Une vieille tradition !

Le président Gnassingbé Eyadema en avait fait la colonne vertébrale de sa diplomatie qu'il pilotait de main de maître : la recherche permanente de la paix et la promotion du dialogue. Fidèle à sa théorie « quand la maison de ton voisin brûle, il faut l'aider à éteindre le feu », le général président avait embouché sa trompette de prophète pour des médiations en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone, au Libéria etc. Son intervention dans le conflit tchadien n'avait échappé à personne lorsqu'en avril 1980, il a dû « traverser le fleuve Chari dans une frêle pirogue pour obtenir un cessez-le-feu entre les belligérants tchadiens ».

Si les noms des ministres des Affaires étrangères sous le président Gnassingbé Eyadema, quoique très compétents et connus comme Koffi Amega, Koffi Panou, passaient sous silence, Faure Gnassingbé a choisi,

lui, de mettre en avant son ministre des Affaires étrangères. Robert Dussey est devenu le « bras armé » d'une diplomatie, certes discrète, mais qui ne peut échapper aux radars de la communauté ouest africaine, africaine ou internationale tout simplement. Il y a de quoi susciter la curiosité mais pas l'étonnement.

L'histoire ne bégaye pas. Elle ne se répète pas. Elle continue en réalité. Cette pente n'a jamais été abandonnée même au temps fort des crises qui ont secoué le pouvoir d'Eyadema tout comme les différents soubresauts et contre-coups qu'a subis et continue de subir le pouvoir de Faure Gnassingbé.

L'annonce d'un conclave à Lomé entre les belligérants de la crise du Darfour (Soudan) depuis dimanche dernier est venue ajouter à l'étonnement des Togolais. Que Diable va-t-il chercher

là-bas ? En misant sur une longue tradition de médiation, le pouvoir de Faure Gnassingbé ne puise pas uniquement son lexique en dix-huit ans de pouvoir mais plutôt d'une accumulation de « savoir-faire », d'expériences, de réseaux, de couloirs et de contacts des trente-six ans et dix-huit ans aujourd'hui cumulés. Sur ce

antipode de celle de ses pairs de la Cedeao, dans la réconciliation entre Patrice Talon et Yaya Boni aux côtés de son homologue ivoirien Alassane Ouattara, etc.

Il y a eu peut-être des échecs ou des médiations non abouties, qui font très peu parler d'elles-mêmes comme les missions de bons offices entre

faire cohabiter des actions de puissances étrangères avec celles du « petit Togo » sans peur, l'ambition, parce que ce pays de l'Afrique de l'Ouest a toujours vu grand.

Pourvu que l'adéquation entre ces réussites au plan international, riment avec l'ambition des Togolais à vivre bien sur ce petit rectangle.



Eyadéma

point, on peut gager d'une réussite. Tout comme, la réussite dans le dossier des quarante-neuf militaires ivoiriens arrêtés au Mali, dans la position du Togo dans la crise malienne elle-même, totalement aux

Faure

le président Alassane Ouattara et ses fils (Ahmed Bakayoko, Guillaume Soro), mais la machine diplomatique togolaise est aujourd'hui bien rôdée. Elle est marquée par l'audace et l'ambition. Audace de

Dussey

Entre le Darfour du fils et le Tchad du Père, il y a peut-être géographiquement 673 kilomètres, mais sur le plan diplomatique, pas même un simple papier de cigarette.

Françoise Dasylva

Gabon/Présidentielle**18 candidats feront face au président sortant Ali Bongo**

La liste a été publiée par le Centre gabonais des élections (CGE) lundi 24 juillet 2023. Le président sortant affrontera ainsi 18 personnalités de l'opposition le 26 aout prochain au cours d'une élection où il part archi favori.

Sur 27 candidatures enregistrées pour l'élection présidentielle au Gabon, 19 ont été retenues. Le Centre gabonais des élections (CGE) a publié ce 24 juillet une liste de candidats au scrutin qui doit se tenir le 26 août. Le président sortant du Gabon, Ali Bongo Ondimba, fait figure de favori face à une opposition dont n'a

pour l'heure émergé aucun leader commun.

Le CGE a validé cinq candidatures de plus qu'en 2016, mais quatre de moins qu'en 2009, dont celles d'importantes figures de l'opposition, notamment Alexandre Barro Chambrier du Rassemblement pour la Patrie et la Modernité (RPM), et Paulette Missombo, de

l'Union nationale (UN). Le frère de Patience Dabany et oncle du président Ali Bongo Ondimba, Jean Boniface Assele, avait annoncé au début de juillet se présenter à l'élection présidentielle.



Ali Bongo Ondimba

Sa candidature n'a pourtant pas été validée par le Centre gabonais des élections. La campagne électorale

officielle se déroulera du 11 au 25 août à minuit. Mais la plupart des candidats la mènent depuis un an dans tout le pays, Ali Bongo Ondimba y multipliant ces derniers mois une intense

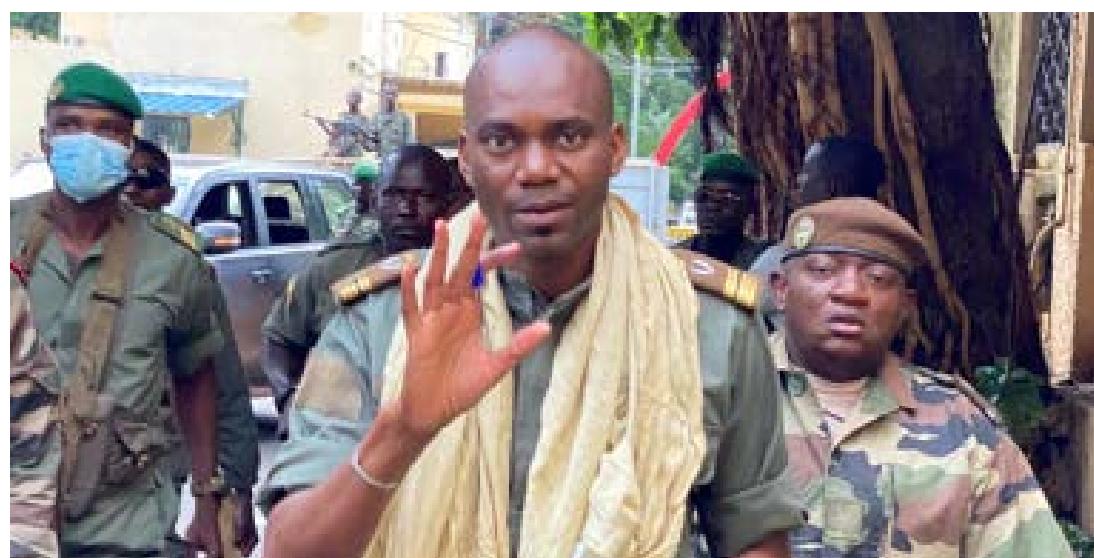
l'opposition, avait permis de modifier la Constitution, réduisant le mandat présidentiel de sept à cinq ans et faisant repasser le scrutin à un tour unique. Ses détracteurs avaient dénoncé une manœuvre destinée, à cinq mois des élections, à faciliter la réélection d'Ali Bongo à une majorité relative.

S'il était élu le 26 août pour un troisième mandat, Ali Bongo pourrait atteindre les 19 ans à la tête du pays. Le chef de l'Etat, 64 ans, a été élu pour la première fois en 2009 à la mort de son père Omar Bongo Ondimba, qui a dirigé le pays pendant plus de 41 ans, puis réélu de justesse en 2016.

T.M.

Mali/Sécurité**Les Etats-Unis sanctionnent 3 hauts gradés de l'armée malienne pour connivence avec Wagner**

Les Etats-Unis ont annoncé, lundi 24 juillet, des sanctions économiques visant trois militaires maliens pour avoir « facilité le déploiement et l'expansion » des activités au Mali du groupe paramilitaire russe Wagner. Ces sanctions visent trois gradés : le colonel Sadio Camara, ministre de la Défense, qui détient également la nationalité française, le colonel Alou Boi Diarra et le lieutenant-colonel Adama Bagayoko, tous deux responsables dans l'armée de l'air.



Col. Sadio Camara, ministre de la Défense du Mali

Dans un communiqué du Trésor américain, Washington fait état de « preuves montrant que ces responsables maliens ont contribué aux activités malveillantes du Groupe Wagner au Mali ». « L'action d'aujourd'hui expose les principaux responsables maliens qui ont contribué à faciliter l'enracinement du Groupe Wagner au Mali au cours des deux dernières années », a déclaré le sous-secrétaire au Trésor chargé du terrorisme et du renseignement financier, Brian Nelson, cité dans le communiqué. Pour Washington, ces trois officiers ont facilité « l'enracinement » de Wagner au Mali, à la fois à l'extérieur

de leur pays, via un accord de coopération conclu avec la société paramilitaire. Accord négocié au cours de voyages en Russie en 2021 puis 2022. Son principal artisan serait le colonel Camara, actuel ministre de la Défense et pilier de la Transition. Autre information avancée à propos de ce dernier : il est, selon Washington, citoyen français.

Les États-Unis pointent également le soutien apporté aux mercenaires, cette fois directement sur le sol malien : un appui matériel, logistique, mais aussi économique. En permettant l'exploitation de l'or notamment, les trois

officiels de Bamako ont pour le Trésor américain, « ouvert la voie » à la spoliation « des ressources souveraines » et aux « violations des droits humains ».

Selon Washington, depuis l'arrivée du Groupe Wagner au Mali, en décembre 2021, le nombre de victimes civiles dans ce pays a augmenté de 278 %, notamment en raison d'opérations menées par les forces armées malientes aux côtés des mercenaires. Des sanctions économiques avaient été prises par les Etats-Unis contre ce groupe en juin 2017, puis réitérées en janvier dernier.

T.M.

Sénégal**Le dispositif sécuritaire autour du domicile d'Ousmane Sonko levé**

A Dakar, le dispositif sécuritaire dressé par les autorités sénégalaises autour du domicile de l'opposant Ousmane Sonko a été levé, a constaté une journaliste de l'AFP, lundi 24 juillet. Une information confirmée par Ousseyne Ly, porte-parole du parti des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), qui a précisé que l'opposant n'avait pas été arrêté. M. Sonko était bloqué chez lui par les forces de sécurité depuis le 28 mai.

L'opposant a été condamné le 1er juin à deux ans de prison ferme dans une affaire de mœurs, un jugement qui le rend inéligible en l'état, selon ses avocats et des juristes. Sa condamnation a engendré début juin les troubles les plus graves depuis des années au Sénégal, faisant seize morts selon les autorités, une trentaine selon l'opposition. Le leader du Pastef avait ensuite prédit dans un entretien

par ce dernier à la « résistance ». « Quelqu'un qui se lève pour dire qu'il va faire une caravane [un cortège], qu'il va faire des rassemblements sans déclaration [préalable]... Est-ce qu'on va le laisser faire le tour du Sénégal, faire des rassemblements et compter les morts derrière ? On ne peut pas », avait-il déclaré.

L'opposant, investi candidat par son parti, a par ailleurs été condamné le 8 mai à six



Ousmane Sonko

mois de prison avec sursis lors d'un procès en appel pour diffamation, une peine largement perçue comme le rendant inéligible pour la présidentielle. Mais il n'a pas encore épousé ses recours devant la Cour suprême.

Le Monde Afrique

Banque africaine de développement RASME, une solution digitale de supervision à distance des projets

La Banque africaine de développement (BAD) a ouvert ce lundi 24 juillet à Lomé, à l'endroit des coordonnateurs de projet et chargés de suivi et évaluation, un atelier de formation sur l'utilisation de l'outil RASME. Cet outil informatique permettra à la BAD de suivre en temps réel, l'état d'avancement des projets financés.

Le département informatique de la Banque africaine de développement a mis en place une solution informatique de supervision de distance des projets de la banque. Remote appraisal, supervision, monitoring and evaluation (RASME) est une innovation majeure qui permettra de renforcer l'efficacité des actions de la banque.

Cet outil va ainsi améliorer les opérations de la Banque africaine de développement (BAD) dans tous les pays membres régionaux à travers la collecte des données fiables. « Pour le bénéfice et la fluidité dans la gestion de

nos projets, il était important que nous mettions en œuvre cet outil. Un outil qui va nous permettre de mesurer l'impact des projets », a laissé entendre le Responsable pays de la BAD au Togo, Wilfrid Abiola.

RASME est le résultat de l'intérêt de la Banque pour l'innovation et les technologies émergentes. Abdoulaye Tandina, chargé de programmes pays-BAD, s'en réjouit : « le projet est ainsi la bienvenue et va sans nul doute aider. RASME est un système de collecte et d'analyse de données à l'ère des TIC notamment les téléphones. En collaboration

avec les partenaires de développement et les agences gouvernementales, ces données peuvent être vérifiées, analysées et publiées pour aider à la prise de décision pour des interventions futures».

Abdoulaye Tandina précise que lors du déploiement du projet, un accent particulier sera mis sur le renforcement des capacités des équipes projets tant du côté de la banque que des équipes d'exécution du projet. Outre

du continent, le Togo est le 26ème pays qui va adopter cet outil digital qui permet à la BAD et au gouvernement de suivre tous les projets. Pour le représentant du ministre de l'économie et des finances, Affo Dedji, secrétaire permanent pour le suivi des réformes : « cette innovation entre dans le cadre de la digitalisation des services et des processus. Elle s'inscrit dans l'axe 3 de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 dont l'objectif est

mobiles ». Le responsable pays de la Banque africaine de développement au Togo, Wilfrid ABIOLA précise que précédemment, les coordonnateurs de projet et chargés de suivi et évaluation, responsables de la coordination des données statistiques sur la mise en œuvre des projets, effectuent des visites de terrain pour évaluer l'état d'évolution desdits projets. Mais, « aujourd'hui avec cet outil, ils n'auront plus besoin de se déplacer sur le terrain, parce qu'ils auront des informations en temps réel. On pourra avoir une vision instantanée de la réalisation de l'impact du projet sur le terrain ».

Grâce à la plateforme KoboToolbox téléchargeable sur le téléphone androïde ou ordinateur portable, les unités de gestion des projets peuvent accéder à tout moment aux données du terrain. Investissant dans divers projets notamment les infrastructures routières et agricoles, RASME va concourir à augmenter le portefeuille de la BAD au Togo.

Edy Alley (stagiaire)



Cérémonie de lancement et de formation de la BAD sur l'initiative RASME

cette formation de trois jours pour la bonne maîtrise de la solution, « le déploiement sera accompagné d'une stratégie de communication et de conduite de changement pour assurer son adoption rapide et efficace », a-t-il ajouté.

Utilisé déjà dans 25 pays

de moderniser le pays et de renforcer ses structures. Je me réjouis que le Togo soit dans les premiers pays à entamer cette expérience de déploiement de ce nouvel outil qui sert à la collecte, au stockage et à l'analyse des données à l'aide d'appareils

Développement agricole

Investissement de 3,1 milliards FCFA dans la filière Karité entre 2024 et 2028

3,1 milliards FCFA, c'est la somme que veut mobiliser le Plan d'action d'investissement de la filière Karité au Togo pour la période 2024-2028. Ce plan, adopté en mai 2023 par le ministère en charge de l'agriculture et le Conseil interprofessionnel de la filière Karité du Togo (CIFKAT) permettra de relancer la filière au Togo.

Le Plan d'action d'investissement de la filière Karité au Togo repose sur trois axes stratégiques majeurs : augmenter le volume de production des amandes grâce à une gestion durable des ressources et un accroissement du peuplement, professionnaliser les acteurs impliqués dans cette filière, créer davantage de valeur en améliorant la qualité des produits ainsi qu'en développant les sous-produits, tout en favorisant également la recherche et le développement.

Plus spécifiquement, l'État fournira seulement un financement estimé à environ 87 millions FCFA tandis que CIFKAT mobilisera près de 133 millions FCFA au cours du quinquennat. Ce plan devrait principalement être soutenu par les partenaires techniques financiers (PTF) qui contribueront à hauteur de 2,58 milliards FCFA.

Selon les données fournies par le ministère, l'estimation de la production annuelle d'amandes karité dépassait légèrement les 40 000 tonnes dans tout le pays en 2018. Dans les détails, c'est environ 2 500 tonnes qui sont produites dans la région des Savanes, 17 500 tonnes dans celle de la Kara, 13 000 tonnes dans la région Centrale et près de 8 000 tonnes dans la région des Plateaux.

Septième plus grand producteur de karité au rang mondial, le Togo représente ainsi 5% du marché d'exportation en Afrique de l'ouest selon les classements les plus récents. Dans cette filière, on observe une prédominance féminine avec 84,9% des acteurs étant des femmes contre 15,1% d'hommes.

En ce qui concerne la répartition par tranche d'âge, les moins de 40 ans représentent 48,5%, alors que 43,5% sont âgés entre 40 et 60 ans et 8 % sont âgés de plus de 60 ans.

Edy Alley (stagiaire)

Tubercules

Un plan quinquennal de 2,34 milliards FCFA pour booster la filière

Une mobilisation estimée à 2,34 milliards FCFA sur une période de cinq ans, c'est l'ambition financière du Plan d'Action d'Investissement de la Filière Plantes à Racines et Tubercules (PRT) 2024-2028.

Elaboré par le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement rural en collaboration avec le Conseil interprofessionnel de la filière Plantes à racines et tubercules (CIF PRT), ce plan vise à renforcer la productivité de la filière tubercules au Togo. Cette filière englobe des cultures telles que le manioc, l'igname, le taro et la patate douce. Selon ce document daté de mai 2023, l'objectif global est d'accroître la production nationale des Plantes à racines et tubercules (PRT) de 15 % sur la période 2024-2028 afin d'atteindre un taux de transformation équivalent à 10 % d'ici à 2028. Les objectifs spécifiques comprennent notamment l'amélioration tant en termes de productivité que de qualité des PRT cultivées dans le pays.

De plus, il est prévu également la mise en place des mesures visant à valoriser les produits issus de cette filière ainsi qu'à améliorer les circuits commerciaux existants. Enfin, un volet

important concerne également le renforcement de la gouvernance et du mécanisme financier associés à cette filière pour son développement optimal. Ce programme d'action est structuré en trois axes principaux. Le premier axe vise à améliorer la productivité et la qualité des produits de la filière PRT, ce qui nécessitera un investissement total de 755 millions FCFA. Sur cette somme, il est prévu que l'État contribue à hauteur de 306,5 millions FCFA.

Le deuxième axe du programme se concentre sur la valorisation et la commercialisation des produits de cette même filière. Cette initiative représente un coût global estimé à 726 millions FCFA, dont une part significative (106,25 millions FCFA) sera financée par l'État.

Enfin, le troisième axe du plan d'action a pour objectif principal le renforcement de la gouvernance et du mécanisme financier associés à la filière. Pour cela, il faudra mobiliser un financement total s'élevant à environ 865,2 millions FCFA. L'État envisage ici une contribution financière substantielle équivalente à 202,5 millions FCFA. Cette initiative montre clairement la volonté des autorités togolaises, de dynamiser la production agricole de plantes à racines et tubercules au Togo. Ceci permet d'encourager la transformation de la filière pour contribuer



Marché de tubercules

au renforcement de la sécurité alimentaire et à la diversification des revenus agricoles au Togo.

Pour couvrir les dépenses restantes liées au programme, les acteurs privés ainsi que les partenaires techniques et financiers seront sollicités afin qu'ils participent au financement complémentaire nécessaire de ce plan quinquennal.

E. A.

Conférence internationale sur les gouvernements et la communication CIGC 2023

« Gouverner au fond, c'est surtout communiquer », explique Kwame SENOU, fondateur du THOP Institute

Rendre compte de son action à ses concitoyens est au cœur du pacte démocratique. Dès lors la communication gouvernementale dans nos Etats africains est dans un branle-bas continu. En raison de ses déterminants ou encore de ses modalités, sa pratique est à la fois soumise à la complexité de réalités nouvelles et à l'exigence acérée de citoyens sous emprise de la révolution numérique. Jugée parfois artificieuse, déconnectée ou encore distante, elle est devenue problématique si son but est de construire la légitimité des décisions et des actions des gouvernements et de nourrir le lien social. Surtout dans un contexte de crises intermittentes et d'agitation politique continue. Partant de ce constat, THOP Institute, le think-tank du groupe de communication stratégique, THOP The Holding Opinion and Public, initie la Conférence Internationale sur les Gouvernements et la Communication (CIGC). Placée sous le thème « Renforcer la confiance entre les jeunes et les gouvernements », elle se veut le plus grand rassemblement d'experts en communication et des fonctionnaires de haut niveau spécialisés dans la gouvernance publique. Dans cette interview Kwame SENOU, fondateur du THOP Institute revient sur les enjeux de cette rencontre qui se tiendra le 10 novembre 2023 à Abidjan en Côte d'Ivoire.



Vous organisez le 10 novembre prochain, la Conférence internationale sur les gouvernements et la communication. Pourquoi pensez-vous que la communication est un enjeu important pour les gouvernements africains ?

Nous vivons dans un monde aujourd'hui qui est décrit comme volatile, incertain, complexe et ambiguë, ce qui a donné lieu à l'anglicisme VUCA. Il matérialise le fait que le monde qui nous entoure connaît des changements de plus en plus dynamiques. Les populations dans ces conditions, sont anxieuses, effrayées et perdues. Elles recherchent des réponses et attendent de leurs leaders, plus que l'information, des solutions à leurs attentes. Mieux, notre monde est hyperconnecté et la vitesse de l'information n'a pas son pareil dans toute l'histoire de l'humanité. Cela renforce les risques de notre époque et pousse vers la radicalisation. Les gouvernements sont donc obligés de faire plus qu'informer. Ils doivent communiquer pour convaincre les gens de se sentir en sécurité, de penser avec confiance et d'agir avec urgence. La communication passe donc d'une fonction de support à une fonction stratégique. Elle devient

le moyen principal de gouvernance.

Gouverner au fond, c'est surtout communiquer. Communiquer pour faire accepter des politiques publiques difficiles mais nécessaires, communiquer pour mobiliser les parties prenantes nationales autour des objectifs de la nation, et communiquer aussi pour préserver la réputation pays, attirer les investisseurs et les touristes à la recherche de devises. Nous ne disons pas que les gouvernements doivent seulement communiquer, mais qu'ils doivent prendre conscience que même leurs meilleures actions sans bonne communication ne produiront pas de réactions, sinon plutôt de l'adversité. Quand on est un pays africain, c'est un sujet à prendre très au sérieux, et l'exemple du Rwanda revient sans cesse pour dire que ce pays a vraiment bénéficié de sa volonté de communiquer stratégiquement. C'est un sujet important car la plupart de nos pays souffrent d'une mauvaise réputation, qui se traduit même par des taux d'intérêt plus élevés pour emprunter sur le marché financier, il y a donc une possibilité de gain direct et plus globalement de croissance économique et de développement humain.

La confiance institutionnelle est très basse, notamment les institutions démocratiques, et les politiciens sont au plus bas, dans les sondages comme celui d'Afrobarometer, direz-vous que les gouvernements communiquent avec efficacité ?

Aujourd'hui, dans un contexte d'hyperconnectivité, on peut voir que les entreprises privées sont très concentrées sur une communication bidirectionnelle. Ce n'est pas encore le cas pour les gouvernements alors que c'est essentiel pour être efficace. Il est de moins en moins important de dire des choses, si elles ne répondent pas aux préoccupations des populations. Il ne s'agit plus d'informer mais de convaincre. Chaque exercice de communication doit tenir compte de ce défi. Il y a une certaine désinvolture dans la façon dont la communication publique est gérée qui donne l'impression que le citoyen doit chercher l'information, qu'il n'y a aucune obligation de compte rendu et que convaincre n'est pas nécessaire alors que nous sommes dans des démocraties et que

finalement les dirigeants et leurs collaborateurs sont des mandants des citoyens. D'ailleurs l'information importante qui transparaît de ces sondages que vous mentionnez, c'est que les gouvernements et le secteur public plus largement doivent comprendre d'une communication efficace commencent par des voix crédibles et qu'ils ne le sont pas auprès de leurs audiences. Il est donc important pour eux, de travailler à identifier les voix crédibles et à collaborer avec elles dans des partenariats qui permettent la réceptivité des messages auprès des audiences.

Quelles devraient être les bonnes approches pour une meilleure communication du secteur public en Afrique ?

Le secteur public aime souvent diffuser des chiffres et des statistiques pour présenter son action. Mais des années d'analyse permettent de dire que les gens ne sont pas touchés par des données. Cela représente généralement des choses abstraites pour le public. Cela peut intéresser les partenaires au développement, les membres du secteur académique ou les consultants mais le public lui est convaincu par des

narratifs cohérents. La narration émotionnelle est reconnue par les experts pour générer le plus de résultat en communication. Mais cette narration pour générer de la confiance, doit s'appuyer sur les cinq piliers de la confiance. Les narratifs du secteur public doivent pouvoir montrer qu'il est capable, capable de faire ce qu'il dit. Le gouvernement doit montrer qu'il est fiable, donc qu'il a fait ce qu'il a promis. Il faut insister sur l'intégrité et le bien commun. Ce sont des facteurs de justice sociale qui sont très importants dans la construction de la confiance. Mais le dernier aspect est le plus important, l'intérêt personnel. Les citoyens veulent comprendre ce que les politiques publiques vont avoir comme conséquences pour eux, idéalement des conséquences positives et concrètes.

Les changements exponentiels de notre époque demandent que le secteur public renforce les capacités de ses professionnels et développent des synergies et les acquis à l'échelle du continent. C'est pour cela que la Conférence Internationale sur les Gouvernements et la Communication a ...

Suite à la page 7

Suite de la page 6

... été créée et que nous réunissons en novembre prochain à Abidjan. Ce genre d'opportunité de partage d'expériences fait cruellement défaut.

Nous sommes à l'ère du digital et des plateformes comme Facebook, WhatsApp ou Tik Tok, qu'est-ce que cela change pour les gouvernements et plus largement les communicants du secteur public en Afrique?

La technologie a transformé totalement le paysage médiatique.

Il est très fragmenté et l'attention des audiences est très limitée. La demande en contenus n'a jamais été aussi élevée. Mais cela a aussi donné naissance à des phénomènes comme la désinformation à grande échelle ou encore les risques de cybersécurité.

Il est donc impossible que cela n'ait pas d'effet sur la communication.

Les gouvernements sont maintenant confrontés aux défis de l'adaptation, de la portée et du format de leurs messages. Il faut nécessairement travailler à créer des marques de service public, modernes et adaptés à l'espace digital et cela va au-delà de changer de logo aux institutions et agences publiques. Il faut travailler avec les influenceurs crédibles et créer des partenariats avec organisations pour délivrer les messages.

Le chantier le plus urgent, reste celui des compétences. Pour paraphraser Sacha Guitry, l'on peut faire semblant d'être créatif, mais on ne peut pas faire semblant d'être créatif et le secteur public doit se donner les moyens d'attirer les talents qui sont dans le privé, et mettre à niveau rapidement ceux qui sont déjà employés par lui. Les multiples compétences que demande le digital ne peuvent pas être développées en interne ou assez vite, une solution est aussi de collaborer

avec des agences professionnelles dont le processus de sélection est revu. A l'heure actuelle, les méthodes de sélection des agences, les termes de référence portent en eux, les causes de l'inefficacité.

Le thème de la conférence c'est renforcer la confiance entre les jeunes et le gouvernement, pourquoi vous focalisez sur les jeunes ?

Les chiffres sont connus, plus de ¾ des africains ont moins de 35 ans. C'est donc dire que la grande majorité de la population, c'est la jeunesse. Elle est très particulièrement affectée par notre époque car elle doit se construire dans un contexte où les états ont moins d'argent pour financer la santé, l'éducation, les infrastructures, l'industrialisation, etc... La vulnérabilité de la jeunesse est un terreau fertile comme le montrent certaines études pour la montée de la violence, ou même le terrorisme. Il nous est donc apparu

à THOP Institute, essentiel de mettre cette conférence sous le thème de la jeunesse. Elle ne croit pas aux promesses du gouvernement, encore moins ne s'intéressent aux offres. Les ministres s'en plaignent régulièrement dans leurs interviews. La solution demande un changement de comportement, et d'approche mais il est vrai aussi, une nouvelle stratégie destinée à renforcer la confiance.

Nos discussions avec les experts comme Alex Aiken, Directeur exécutif des communications du gouvernement au Royaume-Uni, vont certainement nous enrichir de démarches efficaces pour atteindre les objectifs. L'Afrique a besoin de sa jeunesse pour réussir les défis économique, climatique et humain. Mais cela commence par le fait d'établir des dialogues pertinents avec les jeunes.

conférence ?

Toutes les personnes qui sont en charge de la communication du service public, que ce soient les agences gouvernementales, les sociétés d'État, les ministères et les offices. Nous attendons les responsables des affaires publiques, de la communication institutionnelle, également les sociétés privées qui disposent d'une concession ou qui sont dans un partenariat public privé. Les organisations internationales, les ambassades et les organisations multilatérales, à travers leurs départements communication sont bien évidemment les bienvenues. La volonté est de créer un cadre de dialogue entre professionnels pour arriver à développer de bonnes pratiques, partager des perspectives et créer un réseau d'experts.

Propos recueillis par Modeste TOFOHOSSOU



Lomé Container Terminal S.A.

NIF: 1000160866
BICOM: Lomé 2008 B 2184
05989103 Lomé - TOGO
Tel: (+229) 22 53 70 00
(+229) 22 53 70 25

PROCES VERBAL DE L'ENTRETIEN PRÉALABLE AU LICENCIEMENT DE M. FARE Adoh

L'an deux mille vingt-trois, le dix-neuf juillet à partir de 10h00, s'est tenue au bureau du Directeur Général de la société Lomé Container Terminal (LCT) SA, une rencontre qui fait suite à la convocation datée du trois juillet deux mille vingt-trois adressée à M. FARE Adoh, Contrôleur des opérations de livraison à Lomé Container Terminal qui ne s'est plus présenté au lieu de travail depuis le vingt-sept avril 2023.

Etaient présents à cet entretien préalable :

1. BAHO Rachid, Directeur Général,
2. AKUETE Koffi Messan, Conseiller juridique,
3. DEGBE K. Djifa, l'adjoint au Directeur des Ressources humaines.

A l'heure prévue pour l'entretien préalable, M. FARE Adoh ne s'est pas présenté, ni ne s'est fait représenter.

Néanmoins, les représentants de la Direction ont attendu pendant 30 minutes avant de clore la séance.

La réunion a donc pris fin à 10 h 33.



Rachid BAHO
Directeur Général

LA DIRECTION DE LCT

Koffi Messan AKUETE
Conseiller juridique

Koffi Djifa DEGBE
Adjoint au Directeur des Ressources humaines



Lomé Container Terminal S.A.

NIF: 1000160866
BICOM: Lomé 2008 B 2184
05989103 Lomé - TOGO
Tel: (+229) 22 53 70 00
(+229) 22 53 70 25

Lomé, le 20 juillet 2023.

A

M. FARE Adoh
Contrôleur des opérations de livraison
Matricule: 0611
Tel : 91841189

N/Réf: 229 /LCT/DRH/KDE/OTA/RBA/23

Objet : Licenciement pour abandon de poste

Monsieur,

Suite à notre entretien préalable du 19 juillet 2023 auquel vous ne vous êtes pas présenté, nous sommes dans l'obligation de procéder à votre licenciement pour faute grave d'abandon de poste. En effet, votre absence injustifiée et continue depuis le 27 avril 2023 constitue un manquement de vos obligations découlant de votre contrat de travail.

Votre comportement dénote d'un manque de professionnalisme et de considération envers la société.

Conformément à l'article 77 du Code du travail et compte tenu de la situation, votre licenciement prend effet immédiatement. Aucune indemnité compensatrice de préavis, ni indemnité de licenciement ne vous sera versée.

Vous êtes donc licencié pour faute grave consistant en votre absence injustifiée et continue depuis le 27 avril 2023 et préjudiciable à la société.

À compter de la réception de la présente, vous ne faites plus partie de l'effectif de la société.

Vous voudriez bien vous rapprocher du service des Ressources humaines pour le retrait de votre solde de tout compte (droits acquis) ainsi que du certificat de travail.

Nous vous invitons par ailleurs à déposer, auprès du même département, tout outil de travail ou tout matériel appartenant à la société et qui ont été mis à votre disposition pour les besoins de votre mission.

Veuillez recevoir, Monsieur, nos salutations.



Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé**BIBLIOTHEQUES****BIBLIOTHEQUE NATIONAL:** Quartier Admi Tel: 22 21 04 10**CENTRE CULTUREL LOYOLA:** Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77**INSTITU FRANÇAIS DE LOME:** Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65**LIBRAIRIE****GRAIN DE PENSEE:** 30, bvd du 13 Janvier Tel: 22 22 32 43**LIBRAIRIE BON PASTEUR:** Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66**LIBRAIRIE BONNE SEMENCE:** Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août**LIBRAIRIE STAR:** Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83**ESPACES CULTURELS****CENTRE BRIN DE CHOCOLAT:** Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86**CENTRE CULTUREL:** DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16**CENTRE CULTUREL:** LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77**CENTRE ODAYE:** Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77**CENTRE ODAYE:** Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07**MANNEQUINAT & HÔTESSE****ALLURE MODE AGENCIE:** Tel: 99 22 04 62**CHALLENGE AGENCIE:** Tel: 92 27 91 66**SALLE DE CINEMA****HARMONIE SIGNATURE:** Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55**CANAL OLYMPIA:** Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52**CINEMA GREENFIELD:** Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55**AGENCE DE COMMUNICATION****AG Partners:** Sise à Cassablancawww.couleurafrique.com**Larry Event Day (LED)**

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration

Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54

Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME**CONCORDE:** (Atikoumé; juste à côté de l'UTB**RAMCO:** (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)**LE CHAMPION SUPER MARCHE:** (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43**FRUITS ET LEGUMES****MARCHE ABATTOIR:** (Juste en face du Super Marché Le Champion)**MARCHE DE GOYI SCORE:** (Juste en face du Super Marché RAMCO)**PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA:** (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains) Tél: 91 81 25 38**DANSE ET COURS DE ZUMBA****AFT :** Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919**COURS DE CAPOEIRA :** Salle GYM TONIC.

Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »;**Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30****COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) :**

Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) :

Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél : 91 70 61 86**AVIATION****AERO-CLUB DU GOLFE** (Route de l'aéroport)

Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1^e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL. spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2^e ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss); Tél : 90 04 76 60

GYM FIL «OPARC (Agoè Nyivé); Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél : 22 71 49 70

Pensées du jour

Les gens peuvent détruire ton image, salir ta personnalité, créer des rumeurs sur toi, mais ils ne peuvent pas emporter tes bons actes. Parce que peu importe la façon dont ils te décrivent, tu seras toujours admiré (e) par ceux qui te connaissent mieux

Histoire drôle

Un homme avait trois problèmes :

- 1) Il était très pauvre,
- 2) Il n'a pas d'enfant avec sa femme
- 3) Sa mère est aveugle.

Un ange lui apparut et lui demande de faire un vœu juste un seul. Or sa femme veut un enfant ; sa mère veut voir et lui-même veut être riche...

Ah, quel embarras

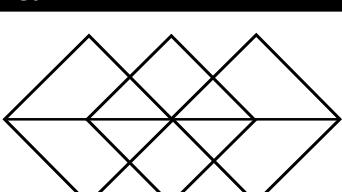
Après sa réflexion, il dit sagement à l'ange : « Je veux juste que ma mère voit mes enfants manger dans des assiettes en or » Aussitôt tous les trois problèmes furent résolus.

Ceux qui sont morts hier avaient des plans pour ce matin, et ceux qui sont morts ce matin avaient des plans pour ce soir.

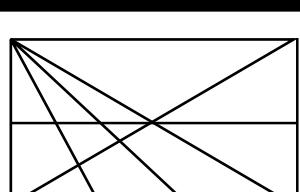
Ne prend rien pour acquis. En un clin d'œil, tout peut changer.

Alors pardonne et aime de tout ton cœur car tu ne sais jamais si tu auras le temps de le faire encore une fois.

C'est notre pensée pour vous ce matin

Jeux:

a) Combien de carrés?



b) Combien de triangles?

Blague

Deux élèves de CP1 admis en classe de CP2 se trouvent l'année suivante avec un nouveau maître. Surpris l'un demande à l'autre : << mais où est notre maître ? >> l'autre répond << il a redoublé le CP1, je l'ai vu là-bas ce matin >>. Son camarade ouvre grandement la bouche et dit << moi je croyais que le maître était plus fort et intelligent que nous.

Mon coq a accouplé la poule du voisin et quand j'ai demandé à prendre la poule avec les œufs pour s'occuper d'eux parce que je vois que c'est ma responsabilité, mon Voisin a donné un refus catégorique. Maintenant, mon fils a enceinte sa fille aînée et il me dit que c'est ma responsabilité, donc de venir prendre la fille. Je me vois dans l'embarras

Photo du jour

Commentez la photo ci-dessus

COPIE

**SIGNIFICATION DE LA GROSSE DE LA CONVENTION
DE COMPTE COURANT EN DATE DU 19 MARS 2019
ET DE SES AVENANTS AVEC COMMANDEMENT AUX
FINS DE SAISIE IMMOBILIÈRE**

L'an deux mille vingt-trois.
Et le Vingt-Six (26) Juillet à / heures / minutes ;

A la requête de la BIA-Togo, Société Anonyme avec Conseil d'Administration, au capital de Dix milliards (10 000 000 000) Francs CFA, ayant son siège social sis à Lomé, 13, Avenue Sylvanus OLYMPIA, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro TOGO-LCM 1981 B 1156, modifiée sous le numéro TG-LDM 2022 M 014 ; BP : 346 Lomé ; Tél : (+228) 22 21 32 86 ; Fax : (+228) 22 22 02 38, représentée par son Directeur Général, Monsieur Faïsal CHAHROUR, demeurant à Lomé et domicilié en cette qualité au siège de la société ;

Assistée de Maître Tiburce MONNOU, Avocat au Barreau National du Togo, Angle 1294 Rue Santigou (99 TKN) et 234, Rue Abougou (derrière le centre aéré du CERFER), 06 BP : 62296 Lomé 06, Tél : (+228) 22 61 08 08, Fax : 22 61 15 15, courriel : contact@monnatt.com au cabinet duquel domicile est élu pour les besoins de la présente et ses suites ;

J'ai,

Monsieur Me Anani AMEKUDJI
Huissier de Justice près la Cour d'Appel
et le Tribunal de Grande Instance de Lomé,
demeurant et domicilié en faubourg Ville
Zossimé à quelques pas le CDD des Etats
Frontières des Etats
Sousigné

Signifié à :

- La Société BIG D'OR TRADE SARL-U, ayant son siège à Lomé, quartier Bé-Kpota COLAS, immatriculée au RCCM sous le numéro TG-LDM 2018 B 1501, BP : 13636, Tél : (+228) 99 11 34 88 Lomé-Togo, représentée par son Gérant, Monsieur Kossivi AYEBOU demeurant à Lomé et domicilié en cette qualité au siège de ladite société, Tél. (+228) 90 23 23 91/ 99 66 40 73 où étant et parlant à ; N'ayant plus de siège social connu de la BIA-Togo SA, nous avons conformément à l'article 58 de l'acte principal de la convention de la grosse de la convention de compte courant en date du 19 Mars 2019 et de ses avenants avec commandement aux 20 jours de saisi immobilière par affichage à la porte de l'audition du Tribunal de Grande Instance de Lomé et par insertion dans le journal Togo Matin désigné par le demandeur dans l'acte principal et se poursuit en date avec n° 1816 / 24/23, du 11 Juillet 2023.
- Monsieur VIAGBO M.C Jerry, Directeur de société, demeurant et domicilié à Lomé Agoé-Zossimé, Tél. : (+228) 90 21 02 64, où étant et parlant à :

PAR COPIE SÉPARÉE

3- Monsieur SALLAH Essomanam, Huissier de Justice à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, Agoé-Logopé, Tél. : (+228) 90 16 06 61 où étant et parlant à :

PAR COPIE SÉPARÉE

1

LOME-MA-0208020206CA

Copie de la grosse de la convention de compte courant en date du 19 mars 2019 entre la BIA-Togo S.A et la Société BIG D'OR TRADE SARL-U et des grosses de ses avenants en dates du 03 octobre 2019 et du 29 octobre 2020 auxquelles sont annexées copie de la lettre de notification d'arrêté et de clôture de compte en date du 24 février 2022, et celle de l'exploit de sa notification.

La présente signification leur est faite à toutes fins utiles que de droit.

De suite à même requête, j'ai huissier susdit et soussigné, étant et parlant comme ci-dessus, agissant en vertu de la grosse de la convention de compte courant en date du 19 mars 2019 et des grosses de ses avenants en dates du 03 octobre 2019 et du 29 octobre 2020 auxquelles sont annexées copie de la lettre de notification d'arrêté et de clôture de compte en date du 24 février 2022, et celle de l'exploit de sa notification, ainsi que du pouvoir spécial en date du 02 mai 2023 dont copies sont délaissées aux requis en même temps que celle du présent acte ;

Fait commandement à la société BIG D'OR TRADE SARL-U, représentée par son Gérant, Monsieur Kossivi AYEBOU demeurant à Lomé et domicilié en cette qualité au siège de ladite société, à Monsieur VIAGBO M.C Jerry, Directeur de société, demeurant et domicilié à Lomé Agoé-Zossimé, qui a donné en hypothèque à la BIA-Togo SA l'immeuble objet du Titre foncier n°46 246 RT à hauteur de soixante millions (60 000 000) Francs CFA en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires et à Monsieur SALLAH Essomanam, Huissier de Justice à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, Agoé-Logopé, qui a donné en hypothèque à la BIA-Togo SA l'immeuble objet du Titre foncier n°34 663 RT à hauteur de trente millions (30 000 000) Francs CFA en principal, intérêts commissions, frais et accessoires ;

De payer dans les vingt (20) jours de la signification du présent exploit pour tout délai à ma requérante ou en mes mains, Huissier susdit et soussigné, ayant reçu pouvoir à cet effet de recevoir et de délivrer bonne et valable quittance, la somme de Quatre-vingt-cinq Millions Six Cent Vingt-Huit Mille Trois Cent Onze (85 628 311) Francs CFA, en principale, intérêts et frais de recouvrement sous réserves des intérêts à échoir ci-après détaillée :

Créance principale	90 606 948 FCFA
Valeur du véhicule leasing Type MAN/TGS 19440 récupéré	20 196 343 FCFA
Acompte versé en remboursement	1 000 000 FCFA
Sous-Total 1 (Créance principale - véhicule MAN/TGS 19440)	69 410 605 FCFA
Intérêts de droit	
Du 28/02/2022 au 31/12/2022 (4% par an)	2 335 239 FCFA
Du 01/01/2023 au 30 avril 2023 (4,22% par an)	963 001 FCFA
Sous Total 2 (Créance principale + Intérêts de droit)	72 708 845 FCFA
Frais de recouvrement (15%) (72 708 845 x 15%)	10 906 327 FCFA
TVA sur frais de recouvrement (18%) (10 906 327 x 18%)	1 963 139 FCFA
Sous Total 3 (Sous Total 2 + Frais de recouvrement + TVA sur Frais de recouvrement)	85 578 311 FCFA
Coût du présent exploit	50 000 FCFA
Solt au Total (sous réserves des intérêts à échoir)	85 628 311 FCFA

2

LOME-MA-0208020206CA

Les avertissant que faute de paiement de leur part de la somme sus indiquée dans le délai de vingt (20) jours ci-dessus impartis, le commandement sera transcrit à la conservation foncière et vaudra à partir de sa publication saisie réelle des immeubles suivants :

- Immeuble rural bâti, objet du titre foncier n°34 663 RT, inséré au Livre foncier de la République togolaise, Volume 191 Folio 11, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de huit ares quatre centiares (08a 04Ca) sis à Lomé, Agoé-Nyivé, limité au Nord et au Sud par les lots n° 115B et 124, à l'Est par une rue non dénommée de 20 mètres à l'Ouest par le lot n°123B et un espace non identifié ;
- Immeuble semi-urbain, bâti, objet du titre foncier n°46 246 RT, inséré au Livre foncier de la République Togolaise, Volume 268 Folio35, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de deux ares quatre-vingt-dix-neuf centiares (02a 99ca) sis à Lomé Sanguéra Zossimé (P/Golfe), limité au Nord, au Sud et à l'Est par la propriété CHAKA Attivi et à l'Ouest par une rue non dénommée de 13,85 mètres ;

Tel au surplus que lesdits immeubles existent, s'étendent, se poursuivent et se comportent avec toutes leurs aisances, dépendances, et appartenances, sans aucune exception ni réserves ;

Je leur ai en outre indiqué que l'expropriation sera poursuivie au Tribunal de Grande Instance de Lomé sous la constitution de Maître Tiburce MONNOU, Avocat au Barreau National du Togo, Angle 1294 Rue Santigou (99 TKN) et 234, Rue Abougou (derrière le Centre Aéré du CERFER), 06 BP : 62296 Lomé 06 Tél : 22 61 08 08, Fax : 22 61 15 15, courriel : contact@monnatt.com au cabinet duquel domicile est élu par le créancier poursuivant, la BIA-Togo SA, représentée par son Directeur Général, et les ai avisée que tous actes d'opposition au commandement, offres réelles et toutes significations relatives à la saisie devront être délaissés au cabinet de Maître Tiburce MONNOU dont l'adresse est ci-dessus précisée ;

La présente notification leur est faite à toutes fins utiles que de droit.

J'ai, ensuite, requis :

Monsieur le Conservateur de la propriété foncière, demeurant à Lomé et domicilié en cette qualité à la Direction des Affaires Domaniales et Cadastre, Division de la Conservation Foncière, où étant à ses bureaux et parlant à :

D'apposer son visa sur les présentes et lui ai remis également une copie pour publication, ce à quoi il m'a répondu :

3

LOME-MA-0208020206CA

SOUS TOUTES RESERVES
A CE QU'ILS N'EN IGNORENT

Et, je leur ai laissé, étant et parlant comme ci-dessus, copies de la grosse de la convention de compte courant en date du 19 mars 2019 et de ses avenants auxquelles sont annexées copie de la lettre de notification d'arrêté et de clôture de compte en date du 24 février 2022, et celle de l'exploit de sa notification, copie du pouvoir spécial en date du 02 mai 2023 ainsi que celle du présent exploit dont le coût est de : _____ FCFA.

Pj : (05)

- Copie de la grosse de la convention de compte courant en date du 19 mars 2019
- Copie de la grosse de l'avenant du 03 octobre 2019 à la convention d'ouverture de crédit
- Copie de la grosse de l'avenant du 29 octobre 2020 à la convention d'ouverture de crédit
- Copies de la lettre de notification d'arrêté et de clôture de compte en date du 24 février 2022 et de l'exploit de sa notification
- Pouvoir spécial en date du 02 mai 2023

L'Huissier





AVIS DE DEMANDES DE PROPOSITIONS POUR LA SÉLECTION D'UN COMMISSAIRE CONTRÔLEUR ET DES CONTRÔLEURS NATIONAUX EN VUE DU CONTRÔLE EXTERNE DES COMPTES DE LA BCEAO AU TITRE DES EXERCICES 2024A2029

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) sollicite des propositions pour la sélection d'un Commissaire Contrôleur et des Contrôleurs Nationaux en vue de la vérification de ses comptes, au titre de la période 2024 à 2029.

Sont invités à prendre part à cette sélection, les cabinets d'expertise comptable de réputation internationale, installés dans l'un des huit Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine et inscrits à l'Ordre National des Experts Comptables et Comptables Agréés d'un Etat membre de l'UMOA.

Cependant, tout cabinet ayant exercé, sur un site donné de la Banque Centrale, deux(2)mandats consécutifs, notamment au titre des exercices 2015 à 2023, en qualité de Contrôleur externe, n'est pas éligible à prendre part au présent appel à concurrence pour le même site.

Les demandes de propositions de services (DP 034 - Commissaire Contrôleur et DP 040 Contrôleurs Nationaux) peuvent être retirées du 20 juillet au 17 août 2023, à l'Agence Principale de la BCEAO à Lomé, **Avenue Abdoulaye FADIGA, 01BP120Lomé01-TOGO, Bureau 1003, Téléphone : +228 22 23 51 75**, moyennant le versement d'un montant forfaitaire, non remboursable, de cent vingt-cinq mille (125.000) Francs CFA, pour le contrôle de la comptabilité centralisée, et de soixantequinze mille (75.000) Francs CFA, en ce qui concerne le contrôle des comptes des Agences de la Direction Nationale.

La date limite de dépôt des propositions de services est fixée au vendredi 18 août 2023 à 16 heures TU.

Le Directeur National

Avenue Abdoulaye FADIGA
BP 3108 - Dakar - Sénégal

Tél. : (221) 33 839 05 00 / Fax : (221) 33 823 93 35
courrier.bceao@bceao.intwww.bceao.int



CAMPAGNE DE COLLECTE D'INFORMATIONS FONCIERES

COMMUNES
Agoe-Nyive 1 & 2

22 Mai | 20
21 Août | 23

NOS PARTENAIRES



Infrastructures sanitaires

Le CMS de Bè-Kpota fait un bond en avant grâce au Pnud

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), bureau du Togo, a procédé hier à la remise des clés des ouvrages (bloc opératoire et radiologique) réalisés au sein du Centre médico-social (CMS) de Bè Kpota. Le coût des travaux est estimé à 612 305 119 F CFA.

Situé sur une colline, le CMS est construit dans une grande clôture et surplombe le quartier. Les habitants le surnomment « blanc, blanc », à cause de sa couleur qui tend vers le blanc. Ce centre de santé dessert la partie Est du Grand Lomé, notamment le quartier Bè, et constitue une structure de désengorgement pour l'hôpital de Bè, situé à Ahligo.

En termes de bâtiments, on peut dire que le CMS de Bè-Kpota dispose de ce qui est nécessaire. L'on peut constater aussi que les ressources humaines sont disponibles. C'est donc dans une ambiance festive, agrémentée par les chants et danses d'un groupe folklorique que la cérémonie a démarré. Le chef canton de Bè, Togbui

ses attributs royaux, accompagné et accueilli conformément à son rang.

Pour la circonstance,

l'hôpital, les responsables de la mairie du Golfe 1, des partenaires, de patients, des invités et des curieux. Les ouvrages à inaugurer

« Le renforcement du système de santé est un investissement considérable dans le développement d'un pays. »



La coupe symbolique du ruban

Mawuko Adela Aklassou IV, a fait son apparition quelques minutes après le démarrage de la cérémonie, revêtu de

une tente avait été dressée et décorée. Le public était composé de membres du personnel, des responsables de

étaient clairement visibles. Pendant ce temps, le CMS continuait d'offrir ses services aux patients et à leurs accompagnateurs.

Le Pnud se concentre sur les déterminants sociaux, économiques et environnementaux de la santé. Le Pnud salue les efforts du Togo pour l'accès de tous notamment des femmes et des enfants à des soins de santé de qualité. Cette ambition de la Feuille de route gouvernementale 2025 s'inscrit très bien dans l'Objectif de développement durable (ODD 3), sur la bonne santé et le bien-être », a déclaré Binta Sanneh, représentante résidente du Pnud au Togo. Les récipiendaires promettent un bon usage des équipements. Ces équipements font que le CMS de Bè-Kpota pourrait bientôt être érigé en hôpital de district.

Edem Dadzie





POUR
**LA SECURISATION
DE MES
BIENS FONCIERS**

OUI CAMPAGNE DE COLLECTE
D'INFORMATIONS FONCIÈRES

COMMUNES
Agoe-Nyive 1 & 2

22 Mai | 20
21 Août | 23

NOS PARTENAIRES



PRÊT SCOLAIRE

JUSQU'À 05 MOIS DU SALAIRE NET*

DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2023



DISPONIBLE EN 24H
POUR UNE BELLE
RENTRÉE SCOLAIRE

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

